

CONV 793/03

CONTRIB 358

NOTA DE TRANSMISIÓN

de la: Secretaría

a la: Convención

Asunto: Contribución de D.^a Elena Paciotti, miembro suplente de la Convención
- “Una Constitución duradera no puede ignorar las reglas de la democracia”

El Secretario General de la Convención ha recibido la contribución adjunta de D.^a Elena Paciotti, miembro suplente de la Convención.

Contribution de Elena PACIOTTI

Une constitution durable ne peut ignorer le règles de la démocratie

Dans plusieurs articles de la partie III du projet de Traité constitutionnel on prévoit des lois du Conseil adoptées à l'unanimité après approbation du Parlement européen. De cette manière se réalise l'hypothèse prévue par l'article I-33.2 de participation du Parlement européen à l'adoption de lois du Conseil.

Il reste cependant de nombreux cas dans lesquels on prévoit des lois du Conseil adoptées après simple consultation du Parlement européen. Il existe même un cas où la loi est adoptée par le Conseil sans même consulter le Parlement européen en violation de l'article 33.2.

On comprend mal pourquoi, dans des cas que l'on estime si importants qu'ils requièrent le recours exceptionnel à l'unanimité, l'accord de la simple majorité du Parlement européen n'est pas requis. Le fait qu'il y ait des lois du Conseil qui peuvent être opposées à la volonté exprimée par le Parlement souligne le maintien injustifié d'un déficit démocratique qu'il faudrait supprimer.

Bien plus grave est le déficit démocratique dans le cadre de la politique extérieure et de sécurité commune. Je ne parle pas du fait que cette politique reste en général - et contre la volonté de la majorité de la Convention - une politique exclusivement intergouvernementale décidée à l'unanimité. Mais je souligne la gravité du maintien de la prévision d'accord internationaux de l'Union, dans ce domaine, qui lie "les institutions de l'Union et les Etats membres" (art. III-220, 2°) qui ne sont ratifiés ni par les Parlements nationaux ni par le Parlement européen, qui n'est même pas consulté.

Depuis mars dernier ces accords se multiplient: avec l'Albanie, avec la Macédoine, avec l'OTAN, avec la Pologne. Ils concernent des sujets très sensibles, de la sécurité des informations au statut des forces armées, et les représentants des citoyens ne peuvent même pas exprimer une opinion!

Ce n'est pas avec l'emphase rhétorique de Thucydide qu'on pourra cacher longtemps cette blessure réelle aux règles les plus traditionnelles de la démocratie.

Je demande donc qu'on accueille les amendements suivants:

qu'on remplace la formule "après consultation du Parlement européen" par la formule "avec l'approbation du Parlement européen" aux articles suivants concernant des lois du Conseil:

III-7,

III-8,

III-43.3,

III-59.1,

III-60,

III-65,

III-75,

III-99.3,

III-125.2,

III-165.3,

III-171,

III-173;

qu'on ajoute la formule "avec l'approbation du Parlement européen après les mots "une loi ou une loi cadre européenne du Conseil établit à l'unanimité..." à l'article III-6.2;

qu'on modifie de la façon suivante l'article III-222.7:

"Le Conseil conclut l'accord sur proposition du négociateur de l'accord. **(14 mots supprimés)** Le Conseil ne conclut l'accord qu'après consultation du Parlement européen. Le Parlement européen émet son avis dans un délai que le Conseil peut fixer en fonction de l'urgence... (le reste inchangé)".

Quant à l'article **III-5**, l'approbation du Parlement européen ne peut suffire. L'adoption de la procédure législative ordinaire est absolument nécessaire pour que ces mesures fondamentales que sont les mesures anti-discrimination puissent être effectivement adoptées et sans paralysées par le veto de l'un des 25 Etats membres. De plus, ces mesures doivent concerner tous les cas possibles de discrimination prévus par l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux. Je vais donc proposer séparément un amendement spécifique.

Bruxelles, le 5 juin 2003
